

Cayenne prépare son four mortel à leurs amants. Pauvre Paris! pauvre Paris!

« Et il y aura au monde des hommes qui oseront dire qu'après ce massacre *injuste et criminel*, Thiers, J. Favre, Picard et J. Simon représentent les honnêtes gens!

« Non, cela n'est pas vrai. Non, non, non, non (1). »

Et cet article n'est point le seul, et nous en pourrions citer bien d'autres.

Dans le numéro du 3 mai du journal *la Situation*, on lisait ces lignes impudentes :

« Un jour viendra où l'empire sera fier d'établir que, grâce à nous, aucune solidarité ne peut désormais être établie entre sa cause et celle des hommes de Versailles. »

Dans celui du 5 mai, en parlant des membres de l'Assemblée de Versailles, M. Hugelmann dit :

« L'unique faute que pourrait commettre l'empire serait de permettre jamais à un seul de ses membres de reprendre part à la vie politique avec son assentiment. »

Et dans quels rangs la *Situation* essayait-elle de recruter les éléments d'une réaction bonapartiste? Écoutez :

« Non, nous ne sommes pas pour la Commune; mais, dans cette lutte, nous sommes de cœur avec Paris. »

« Ils se battent en héros, ces malheureux ouvriers des faubourgs que le Quatre septembre a dépouillés de leurs droits, de leur pain, de leurs espérances. »

« Je pourrais vous en citer bien des preuves. »

« A l'heure où nous écrivons ces lignes, il est encore acquis que l'armée n'a reçu de l'empire aucun encouragement pour combattre Paris. »

Ces injures et ces articles sont aujourd'hui des pages d'histoire et des pages accusatrices. Ce même journal bonapartiste, *la Situation*, devait applaudir à la destruction de la maison de M. Thiers, et proposer de mettre sur les ruines une inscription commémorative dont je cite seulement les dernières lignes :

« Que son nom soit en exécution pour tous les hommes de cœur, que les enfants et les femmes maudissent la mémoire de l'ambitieux dont le nom est désormais inséparable du souvenir des malheurs de son pays. »

Et, encore une fois, Napoléon III subventionnait ce journal et en faisait comme son *Moniteur* à Londres. On pourrait arguer, il est vrai, de l'ignorance dans laquelle se trouvait, à Londres, la rédaction de la *Situation*, mais, depuis un an, la lumière s'est

(1) Le plus singulier, c'est qu'on affirme que M. Hugelmann, auteur de l'article précité, occupe aujourd'hui un poste de confiance dans l'intimité de M. Thiers. — Cela n'est pas possible.

faite et pourtant, il y a à peine deux mois (avril 1872), un personnage considérable du régime impérial, M. Rouher, affirme-t-on, n'a-t-il pas eu l'audace, dans un banquet à Tours, de prononcer l'éloge même de l'insurrection, et son discours n'a-t-il pas été reproduit par le journal *l'Ordre*?

Combattants aveuglés des journées meurtrières d'Avril et de Mai 1871, vous qui croyiez combattre pour la République, quelle colère doit vous entrer dans l'âme en entendant faire votre éloge, par qui? Par l'homme qui s'appela, un moment, le vice-empereur (1).

A ces éloges bonapartistes, il faut opposer l'attitude du parti démocratique, et des hommes qui, depuis de longues années, au péril de leur vie et de leur liberté, ont mérité l'honneur de représenter la République. M. Lissagaray, dans son *Histoire des Huit journées de mai*, compte ceux des chefs du parti qui ne suivirent pas le mouvement de la Commune :

(1) « Oui, messieurs, s'est écrié l'orateur dont *l'Ordre* imprime la harangue, oui, c'était la Némésis vengeresse et à la fois bienfaisante, aux autels de qui l'on menait, devant qui l'on faisait prosterner ces ignorants, ces indigents, ces souffrants que des prédications impies avaient au préalable désaccoutumés de l'idée de Dieu et de l'espoir du ciel! L'émeute, c'était l'expiation tardive de l'égoïsme des classes riches et jouissantes, de la corruption des pouvoirs représentés comme des ennemis publics; l'émeute, c'était l'aube d'une ère réparatrice, glorieuse et bénie, se levant sur le prolétariat, depuis quatre mille ans esclave, travaillant depuis quatre mille ans sous le fouet de ses maîtres, depuis quatre mille ans les nourrissant de sa sueur, de ses larmes, de son sang! »

« Et plus tard, messieurs, comment ces affamés de la veille, déçus du lendemain, pouvaient-ils se soustraire à l'envie que devait faire naître en leurs âmes enflévrées la fortune subite, miraculeuse, imméritée de leurs recruteurs, de leurs professeurs, de leurs apôtres, de tous ces hommes qui les avaient initiés, stimulés, provoqués au mal? »

« Ils voyaient ces hommes portés par leurs bras et par leurs cris au trône, plus qu'au trône, à une dictature dont le pouvoir de Louis XIV, dont la toute-puissance de Napoléon I^{er} ne donnent pas une idée; ils voyaient radieux, souverains et triomphants, sur la tête d'une société muette d'étonnement et de terreur, prête à toutes les docilités de l'effroi, ces hommes qui avaient assisté à leurs repas de fiançailles ou de noces, qui avaient fraternisé avec eux, ouvriers, le verre à la main dans les cabarets de nos banlieues, et vous auriez prétendu, vous auriez rêvé d'interdire à ces misérables de demander, au jour d'une victoire qui devait être commune : « Pourquoi eux et pourquoi pas nous? Pourquoi tout pour eux et pourquoi rien pour nous? » »

Et l'orateur anonyme disait encore :

« Je vous le demande, messieurs, comment des intelligences ignorantes, crédules et faibles, dressées à l'indocilité, à la révolte, au mépris de tous les principes sociaux, au mépris de toutes nos traditions nationales, par des rhéteurs habiles et opiniâtres au mal, sans rivaux dans l'art de corrompre; comment des existences rongées par le frein amer et dur de la nécessité, aux prises avec les inégalités inséparables de la condition humaine, en lutte avec tous les besoins, avec toutes les exigences d'un travail sans fin, sous peine de misère, une lutte avec des privations sans nombre, comment voudriez-vous, messieurs, que ces existences et ces intelligences eussent pu résister à l'appât de ces lots fabuleux mis perpétuellement sous leurs yeux, sans cesse tournés et retournés, montrés et étalés comme la récompense légitime et soudaine d'une journée d'émeute réussie? » (Mouvement.)



M. LÉON SAY.

« Les bombes et la mitraille pleuvaient sur Paris, dit-il, les premiers prisonniers parisiens défilaient couverts de crachats, meurtris de coups, sous les fenêtres de l'Assemblée, et M. Louis Blanc, le premier élu de Paris, ne voyait qu'un coupable : Paris. Répondant à une délégation du conseil municipal de Toulouse, qui lui demandait son opinion sur ces événements, il dit que « cette insurrection devait être condamnée par tout véritable républicain ». Profanant la mémoire du plus

généreux des républicains, M. Martin Bernard osa dire que « si Barbès vivait encore, il condamnerait, lui aussi, cette fatale insurrection ». Plus tard, pendant les massacres, M. Louis Blanc, dans une lettre publique, ne vit dans les journées de Mai, que « l'incendie, le pillage, l'assassinat ». M. Emmanuel Arago refusa de défendre Rochefort. Son frère, Étienne Arago, qualifiait de monstres les émeutiers ».

Eh bien ! oui, Martin Bernard déclara que Bar-

bès n'eût point marché avec Cluseret ou Dombrowski. C'est que Barbès, ce grand Français, n'eût jamais eu la pensée de fondre un boulet pour tuer un compatriote tant qu'un seul étranger eût été en France. Au-dessus de son idéal même, ce patriote mettait la patrie.

D'autres jugements plus considérables encore sont venus condamner l'inanité du mouvement de mars à mai 1871.

Dans un article publié par le *Roma del popolo*, Mazzini, qui devait mourir à l'heure même où sa patrie était devenue son œuvre, Mazzini renia toute espèce de participation occulte aux actes de la Commune.

« Cette insurrection, dit-il, qui a soudainement éclaté, sans plan préconçu, mêlée à un élément socialiste purement négatif, abandonnée même par tous les républicains français de quelque renommée, et défendue avec passion et sans aucun esprit fraternel de concession par des hommes qui auraient dû, mais qui n'ont pas osé se battre contre l'étranger, devait inévitablement aboutir à une explosion de matérialisme et finir par accepter un principe d'action qui, s'il avait jamais force de loi, rejeterait la France dans les ténèbres du moyen âge et lui enlèverait pour des siècles à venir tout espoir de résurrection.

« Ce principe, ajoute Mazzini, est la souveraineté de l'individu, qui ne peut amener qu'une indulgence personnelle illimitée, que la destruction de toute autorité, et que la négation absolue de l'existence nationale. » Il est aussi sensé de concéder à chaque famille l'autorité absolue que de la donner à la Commune. Ce que veut la France, « ce n'est pas seulement de se délivrer de ce fantôme d'autorité qui ne peut avoir de véritable vie d'initiative, mais de fonder d'elle-même un pouvoir puissant, qui unirait les plus pures et les meilleures aspirations, et qui ne donnerait aucune raison de craindre qu'il négligeât son devoir, ni qu'il n'empiétât sur les droits du peuple (1) ».

Ainsi a parlé Mazzini.

Il faut d'ailleurs bien s'entendre sur ce mot de Commune, dont on a fait un si tragique usage sans en expliquer le sens. Certes, s'il est une chose juste, logique, réalisable dans l'ordre politique,

(1) Un des membres de l'assemblée allemande de 1849, envoyé à Paris lors des mouvements nationaux de Bade et du Palatinat et accrédité près de la République française, un des rares Allemands démocrates qui n'aient pas insulté la France, leur ancienne amie, et célébré le César germanique, M. Karl Blind, s'exprima ainsi relativement à la Commune, qu'on l'accusa à tort d'avoir tout bas favorisé (Lettre au journal *le Temps*) :

« ... De plus, et cela est connu de tout le monde, j'ai vingt fois déclaré sous ma signature, dans la presse allemande, combien la Commune, dont je prévis et prédis la chute dès le commencement, me paraissait un fait regrettable au point de vue républicain. Quoique banni de la

c'est l'émancipation de la commune, la cité délivrée de certaines entraves administratives, du joug pesant d'une centralisation excessive, c'est le département vivant de sa vie propre en quelque sorte, c'est la libre gravitation de ces petits cercles des communes dans cette grande circonférence de l'État. Mais ont-ils fait avancer d'un pas cette décentralisation et cette question communale, les hommes qui ont tenu Paris entre leurs mains ? Voilà la question que je leur pose et pourquoi je suis sévère pour eux.

Les déclamations passent, disait Napoléon I^{er}, les actions restent. Or, qu'a donc fait la Commune, avec son formidable attirail de guerre, les millions dont elle disposa, les ressources qu'elle mit en mouvement ? Hommes et argent, rien ne lui manqua en somme. Jamais guerre civile n'eut un tel outillage et de si grands arsenaux. Où est le temps de la conspiration de l'Opéra-Comique, qui troubla l'empire, et où Folliet et Ruault comptaient, disposaient de vingt-six canons *fabriqués secrètement avec des tuyaux à gaz* ?

Eh bien, avec leurs ressources, ils n'aboutirent à rien. Les esprits politiques de l'assemblée communale, Ranc et les autres, sentirent bien qu'il n'y avait rien à tenter et se retirèrent. Rossel a dit le mot : Surpris par leur victoire, nul parmi eux n'y était préparé.

« Personne n'était prêt, continue Rossel. Aucun des serviteurs de la Commune n'avait étudié son rôle pour la grande scène. Pas d'étude, pas d'acquis, pas de caractère, pas d'audace durable. Cette plèbe ouvrière aspire à posséder le monde, et elle ne sait rien du monde. Lorsqu'un malfaiteur veut forcer une maison, il en fait d'abord le tour ; il étudie les portes, les serrures ; il sait où sont les meubles et comment les forcer. La Commune a été le malfaiteur novice qui est réduit à tuer pour voler et qui se trouve ensuite embarrassé de crimes inutiles, ne sachant où sont les caches et les secrets. La comparaison me plaît et je m'y tiens. Paris a été, entre les mains de ces sauvages, comme un coffre-fort à secret. La maison était forcée, le peuple faisait la courte-échelle sous les fenêtres, et la Commune, se grattant le front devant le coffre-fort plantureux qui contenait la richesse sociale, était obligée de se contenter du billon. Seulement

France, et malgré la dernière guerre, j'ai la plus vive sympathie pour la cause républicaine en France, comme ailleurs ; et j'ai toujours craint que la rupture qui devait inévitablement résulter de la Commune entre les différentes sections du parti républicain, n'augmentât les chances d'une restauration monarchique. Dans cela, je fus et je suis de l'avis de ceux parmi les chefs républicains de votre pays que j'ai estimés et aimés dans l'exil comme des amis personnels. Il n'y a donc, dans l'allégation de la préfecture de police, pas un seul mot de vérité.

« Londres, ce 28 février. »

« KARL BLIND. »

elle a mis, en partant, le feu à la maison par acquit de conscience (1). »

Rossel est implacable, c'est qu'il a vu de près les hommes. Encore une fois, répétons au peuple que l'avenir lui appartient, mais à la condition qu'il étudie, qu'il travaille, qu'il pense. Un flot d'instruction gratuite et obligatoire emportera, comme un bain salubre, toute l'ignorance, et fera une nation capable de juger là où il n'y a qu'une foule qui se laisse guider par le seul sentiment.

Je sais bien que, depuis la chute de la Commune, beaucoup de ses partisans ont attribué son échec à son trop de mansuétude.

Voici par exemple, selon le rédacteur du *Père Duchêne*, les projets qu'il fallait, pour réussir, mettre en pratique :

« Ouvrir le champ à la révolution, forcer la Banque avec un bataillon de francs-tireurs ; mettre l'embargo sur tous les papiers déposés dans toutes les études des notaires et des avoués et à la conservation desquels toutes les fortunes de l'Europe sont intéressées, confisquer les propriétés des lâches et les faire passer aux mains des patriotes. Mettre les citoyens qui s'y seraient fait tuer jusqu'au dernier si elles avaient été à eux, dans les maisons des aristocrates, et mater sur la place de la Concorde, en pleine lumière, la réaction murmurant et conspirant, tel était le programme que nous avions rêvé (2). »

M. Vermersch oublie que la terreur n'est pas un mode de gouvernement, et il ne sait point qu'elle a, selon l'expression de M. Louis Blanc, éreinté la première Révolution. Ces projets ne sont d'ailleurs que la réédition du fameux plan élaboré par M. Félix Pyat dans sa *Lettre aux proscrits*. (Londres, 24 février 1855.) Il faut citer tout ce morceau qui contient toute la politique imagée des romantiques révolutionnaires :

Quant à nous, républicains démocrates, socialistes français, s'écriait Félix Pyat dans cet écrit, voici, pour finir, nos engagements dans le traité d'alliance : « Nous réparerons notre faute, nous l'avons reconnue, c'est tout dire. Nous attaquerons, le jour même de la révolution, pour n'être pas attaqués le lendemain, pour avoir le bénéfice du premier coup. Oui, le jour même, nous publierons ce nouveau manifeste, réparateur de l'ancien : Au nom du droit éternel, universel, imprescriptible, la République française ne reconnaît pas de rois ; elle ne reconnaît que la souveraineté des peuples. Tous les peuples sont maîtres de disposer d'eux-mêmes, selon le besoin de leur nature et dans la plénitude de leur volonté. L'insurrection est le droit des peuples esclaves, la solidarité est le

devoir des peuples libres. La France, libre, entreprend donc la guerre pour les opprimés et contre les oppresseurs : elle ne veut ni conquête ni tribut. Après la victoire, les peuples libres et fédérés fixeront eux-mêmes la contribution de chacun, suivant ses ressources, dans les frais de la guerre.

« Oui, nous le jurons, nous ferons la guerre sur ces clauses, sans délai, sans colloque, sans répit, sans merci, la guerre sainte, la guerre du droit, la guerre à mort, la dernière guerre ; nous la ferons sans compter, sans mesurer ni l'or ni le sang ; nous la ferons par tous les moyens et de toutes nos forces, proclamant encore la patrie, la grande patrie en danger, appelant tous les courages, tous les dévouements, tous les cœurs, tous les bras de notre France ; nous la ferons avec les levées en masse, les réquisitions forcées, avec les quatorze armées de la République, avec ses volontaires, ses sans-culottes, ses pieds nus, ses chansons et sa furie ! Nous la ferons avec l'audace de Danton, l'énergie de Saint-Just, le désintéressement de Robespierre, avec toute l'héroïque terreur de la Révolution ; nous la ferons en répétant le cri de nos pères, plus sublime encore, s'il se peut, de toute la plus-value de la cause.

« De ce moment, et jusqu'au jour où les rois auront disparu de la terre, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées ; les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront des armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux ; les enfants effileront le vieux linge pour le pansement des blessés ; les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter les guerriers au courage, à la haine des rois et à l'amour de la République ; les maisons nationales seront converties en casernes, les carrefours en ateliers d'armes ; le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre ; les armes de calibre seront exclusivement confiées à ceux qui marcheront à l'ennemi ; les fusils de chasse et les armes blanches seront employés au service de l'intérieur ; les chevaux de selle seront requis pour remonter la cavalerie, tous les chevaux de trait non nécessaires à l'agriculture conduiront l'artillerie et les vivres ; le Comité de salut public est chargé de tout créer, tout organiser, tout requérir dans toute la République, hommes et choses, pour l'exécution de ces mesures... La levée sera générale ; les citoyens non mariés ou veufs sans enfants, de dix-huit à vingt-cinq ans, marcheront les premiers ; ils se rendront immédiatement au chef-lieu du district et y seront exercés au maniement des armes jusqu'au jour de leur départ pour l'armée ; la bannière de chaque bataillon organisé portera pour inscription :

« Le Peuple Français debout contre les tyrans,

(1) Rossel, *Papiers posthumes*.

(2) *Vermersch-Journal* (publié à Londres).

« debout pour la République démocratique et sociale universelle. »

« Le Comité de la Commune révolutionnaire,
« FÉLIX PYAT, ROUGÉE, JOURDAIN (1).

Ce programme, rédigé par Félix Pyat, contenait ce que je pourrais appeler l'ordre du jour de la tradition révolutionnaire jacobine, mais à cette tradition, vinrent se joindre dans la Commune, je ne dirai pas les réclamations socialistes, car la question sociale est non pas une utopie, mais au contraire un problème qu'il faut résoudre, mais les prétentions communistes. Tous les rêves, toutes les théories collectivistes, toutes les chimères communistes se retrouvent, pour citer un exemple qui nous permette de les voir en quelque sorte mises en pratique, se retrouvent dramatisés, ou plutôt réalisés par le roman dans un livre de ce docteur Tony Moilin dont nous avons raconté la mort dans le précédent chapitre. Ce livre, à pour titre *Paris en l'an 2000*. Les utopies de Morus ou de Campanella ne sont pas plus curieuses, à coup sûr, et plus originales que celles de l'habile inventeur de l'électro-magnétisme. Le *Paris* de M. Moilin, c'est la Salente de Fénelon, l'Icarie de Cabet, le monde futur de Mercier transportés subitement sur les rives de la Seine. On ne saurait trouver au monde cité plus prospère et plus heureuse ; tout y est créé, organisé et bâti pour la commodité des mortels. *Paris en Amérique* de M. Laboulaye ne serait qu'une sous-préfecture de troisième classe, comparé au *Paris en l'an 2000*, du docteur Tony Moilin.

Le docteur suppose que les socialistes (le mot signifie pour lui *communistes*) sont arrivés depuis longtemps au pouvoir. Ils règnent, ils gouvernent, ils transforment, ils inventent, ils exproprient. Leur première pensée, en prenant le gouvernement, est même d'exproprier. « Lorsque les socialistes furent les maîtres de Paris, il leur fallut exproprier toutes les maisons de la ville, afin de les transformer et de les mettre en harmonie avec les nouvelles institutions sociales. Les architectes consultés à ce propos voulaient absolument qu'on démolît tout, puis qu'on reconstruisît à grands frais des *maisons-modèles* conformes aux plans qu'ils présentaient. Heureusement le gouvernement était aussi prudent qu'économe. Il rejeta donc les projets des architectes qui l'auraient entraîné à de trop grandes dépenses, et il préféra utiliser les maisons de Paris telles qu'elles étaient et les adapter tant bien que mal à leur destination nouvelle. » Ce fut une bonne fortune pour Paris que cet esprit d'économie qui faisait agir le gouvernement de M. Tony Moilin. L'État en effet, lors de l'avènement des socialistes,

(1) La distribution de cette *Lettre aux proscrits* était, comme on pense, interdite en France sous l'empire.

devait, nous dit M. Moilin, *plus de 80 milliards aux particuliers et n'avait pas un centime en caisse*. Tout autre gouvernement, entrant aux affaires avec un tel déficit à combler pourrait s'effrayer à bon droit, mais les bons docteurs en utopies ne reculent pas pour si peu. Le gouvernement se hâta d'exproprier toutes les maisons de Paris, en en payant, il est vrai, le prix très-régulièrement à leurs propriétaires.

« Ce paiement, dit le docteur Moilin, il ne le fit pas en espèces métalliques, puisqu'il ne possédait pas un centime. Il ne le fit pas davantage en papier-monnaie qui eût été immédiatement déprécié et refusé à bon droit par les expropriés. Mais il le fit tout simplement et à la satisfaction générale, avec des titres de rentes viagères payables par le Trésor public. On calcula le revenu moyen de chaque maison d'après les loyers des cinquante dernières années, puis on capitalisa ce revenu à l'intérêt légal de 5 pour 100, et le capital ainsi obtenu fut transformé en rentes viagères, conformément aux tarifs adoptés par les Compagnies d'assurances.

« Cette expropriation ne va pas pour l'État sans de grands sacrifices, on le comprend bien, et M. Moilin l'avoue lui-même. Pendant les premiers temps, par exemple il fallut donner de très-fortes sommes aux anciens propriétaires, *mais comme ceux-ci mouraient tous les jours*, remarque philosophiquement le docteur, la rente qu'on leur servait diminuait d'année en année, et bientôt elle fut amplement couverte par le produit des locations que les citoyens payaient à l'État. »

Du reste, l'auteur déclare que ce qui aida beaucoup le gouvernement à payer ses dettes, ce fut l'impôt mis sur le revenu. Seulement, je dois avouer que la façon dont se trouve assis cet impôt en l'an 2000 me paraît légèrement toucher à l'injustice. « Ce nouvel impôt, dit M. Moilin, était proportionnel au revenu tant que celui-ci ne dépassait pas 12,000 francs par an. Mais, au-dessus de ce chiffre, il devenait *total*, c'est-à-dire qu'il *confisquait purement et simplement* tout ce qui excédait la somme réglementaire de 12,000 francs. » Ainsi, voilà qui est net, radical et sans ambage aucun. Le docteur Moilin, dont la fortune privée dépassait de beaucoup, s'il m'en souvient, la « somme réglementaire » permise aux socialistes de l'avenir, accepte sans façon et le plus simplement du monde, — que dis-je? — préconise une société dont le gouvernement, d'un trait de plume, supprime l'espoir, l'émulation, le désir, louable en soi, d'un meilleur avenir, l'héritage gagné et transmis par le père laborieux, et impose une borne, un *nec plus ultra* dans la fortune, à cette pauvre humanité infinie dans ses vœux et qui se console des misères présentes par des perspectives heureuses.



Tony Moilin

Mais le *Paris en l'an 2000* n'est-il par lui-même le mirage, l'oasis de tous les chasseurs de chimères?

Les riches seront gueux et les nobles infâmes ;
Nos maux seront des biens, les hommes seront femmes,
Et les femmes seront... tout ce qu'elles voudront.

On serait peu charmé d'ailleurs, en dépit des améliorations promises, de vivre dans le Paris du docteur Moilin. Plus de rues, mais des *rues-galeriers* réunies en un réseau immense par des ponts couverts, c'est-à-dire plus de boue, plus de brouillard, plus de vent ni de poussière. « On vit disparaître presque complètement les maladies causées par le froid ou l'humidité, telles que les rhumes, les rhumatismes, les névralgies, les fluxions de poitrine. » Sans compter que les vêtements et les

chaussures ne s'usent pas et conservent longtemps leur fraîcheur. Et quelles économies réalisées soudain ! Le Socialiste n'a plus besoin de parapluies, d'ombrelles, de cache-nez, de souliers imperméables, de manteaux, etc. ! « Tout le monde était satisfait, sauf cependant quelques mécontents ; *il y en a toujours*, » dit gravement Tony Moilin. On devine quels sont les gens qui critiquent les *rues-galeriers* et qui se lamentent, ce sont les fabricants d'ombrelles, les chapeliers, les cordonniers, les modistes, les cochers, les loueurs de voitures qui n'ont plus de clientèle, et même les médecins et les pharmaciens qui n'ont plus de malades. « Mais, ajoute le docteur Moilin, le gouvernement ne fut aucunement ému de leurs plaintes. »